

*Interpellation présentée par le député :*  
*M. Marc Falquet*

*Date de dépôt : 11 novembre 2010*

## **Interpellation urgente écrite**

**L'autorité du Conseil d'Etat, du Procureur général et de la police ridiculisée par les bandes mafieuses du bonneteau ! La population en a par-dessus la tête ! Merci d'agir s'il vous plaît ! (question 1)**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Que faut-il faire pour que nos autorités se décident enfin à combattre et à chasser de notre République les criminels du bonneteau ?

Faut-il attendre que la population exaspérée s'organise pour faire justice à sa façon, comme certains habitants le suggèrent déjà ?

Petit exemple d'une réalité genevoise : Mercredi 3 novembre 2010, dans les Rues-Basses, un citoyen exaspéré interpelle un escroc du bonneteau qui venait de voler un touriste et le signale à une voiture de police. Alors que celle-ci s'arrête, l'escroc ouvre soudainement la portière arrière du véhicule de police et pousse le citoyen à l'intérieur, comme si c'était lui le criminel !

Est-il indispensable que nos autorités se distinguent par leur incapacité crasse à régler un problème simple, qui pourrait l'ambiance dans nos rues principales ?

Est-il admissible que ces criminels puissent quotidiennement nuire à l'image de Genève en escroquant les passants et surtout les touristes, sur la voie publique, en toute impunité ?

Est-il admissible que la police genevoise ait été « invitée » à ne plus arrêter ces bandes mafieuses parce que cela demandait trop d'engagement en moyens ? C'est vrai qu'il est plus facile de s'en prendre aux personnes qui résident légalement dans notre canton et leur tomber dessus lorsqu'elles

commettent la moindre infraction, aussi minime soit-elle, plutôt que de s'en prendre à ces bandes mafieuses qui parasitent Genève...

L'immobilisme des Autorités a déjà pour conséquences de voir les chefs de ces bandes mafieuses s'organiser aux Pâquis pour développer le trafic de drogue et la prostitution. Ils s'emploient à recruter aujourd'hui des complices domiciliés à Genève, qu'ils paient CHF 150.- à CHF 200.- par jour. Ils ont déjà tenté d'acheter certains policiers en leur proposant de l'argent, et commencent à utiliser des enfants. Est-ce ce genre d'activité et de mentalité que le Conseil d'Etat souhaite promouvoir pour les familles genevoises ?

L'efficacité d'une « prévention » qui consiste à distribuer des petits flyers discrets, à faire p atrouiller la Po lice, sans intervenir, sans arrêter et sans renvoyer ces voyous a démontré son insuffisance et une très grande naïveté. Nous sommes en face de criminels professionnels déterminés et parfaitement organisés, encouragés par la lâcheté ambiante à poursuivre leurs activités délictueuses. Cet été, nous avons compté jusqu'à 250 escrocs du bonneteau dans nos rues. Le Gouvernement vise-t-il les 500 pour l'année prochaine ?

Combien de plaintes la Po lice doit-elle encore enregistrer, combien de citoyens honnêtes devront encore s'indigner afin que les autorités daignent réagir ?

Ma question est la suivante :

***Le Conseil d'Etat a-t-il l'intention de faire le nécessaires en collaboration avec le Procureur général pour bannir rapidement et définitivement ces criminels de nos rues et rétablir l'ordre public ?***

Le Conseil d'Etat en est cordialement remercié.